

Chercheurs militants : une science sous influence de l'idéologie écologiste



agriculture et environnement

TABLE DES MATIÈRES

01

Propos introductifs _____ p. 3

02

**Scientifiques en rébellion :
quand l'idéologie décroissante
est érigée en vérité scientifique** _____ p. 4

03

**Des associations de scientifiques
mobilisées pour une « science sans croissance »** _____ p. 9

04

**Le cas de Laurence Huc,
porte-parole de Scientifiques en rébellion** _____ p. 13

05

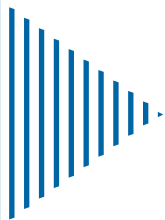
**Le cas d'Emma Haziza,
experte en eau... et en agribashing** _____ p. 17

06

**Le cas de Christopher Portier,
chercheur et lobbyiste antiglyphosate** _____ p. 20

07

**L'Institut Ramazzini,
main dans la main avec le lobby du bio** _____ p. 25



Propos introductifs

Alors que l'un des dogmes axiomatiques de l'écologie politique consiste à s'opposer au « *technosolutionnisme* », c'est-à-dire à toutes solutions « technologiques » apportées aux problèmes environnementaux auxquels l'humanité est confrontée, un nombre croissant de scientifiques, ou d'associations de scientifiques, contribuent à semer le doute auprès de l'opinion publique sur le rôle positif de la science. Se revendiquant « *indépendants* », ces « lanceurs d'alerte » bénéficient d'une caisse de résonance assurée par quelques journalistes sympathisants de leur cause, quand ils ne servent pas directement les objectifs politiques de la nébuleuse écologiste technophobe.

C'est le cas, notamment, de la toxicologue Laurence Huc, représentative de ces scientifiques militants au service de la décroissance, ou encore du chercheur à la retraite et lobbyiste antiglyphosate Christopher Portier. De même, une association telle que Scientifiques en rébellion jouit désormais d'une notoriété incontestable dans les médias. On en est arrivé au point où la frontière entre science et idéologie est devenue floue.

C'est la conclusion de la géographe Magali Reghezza-Zitt, membre du Haut Conseil pour le climat, et que l'on ne saurait soupçonner d'antiécologisme, qui met en garde contre la tentation d'« *utiliser la légitimité scientifique pour quelque chose qui ne relève pas de la science* ».

De plus, cette « indépendance » revendiquée n'est, la plupart du temps, que de façade. Et de nombreux liens d'intérêts, politiques comme financiers, de ces acteurs militants ont maintes fois été révélés. On se souvient ainsi des études de Gilles-Éric Séralini sur les OGM, financées par Carrefour, Auchan et de grandes enseignes bio. Autre exemple, Vincent Bretagnolle, directeur de recherche en écologie au Centre d'études biologiques de Chizé (Deux-Sèvres), connu pour ses virulentes diatribes dans les médias contre l'usage des produits phyto-

sanitaires, porte également une casquette militante. Le chercheur a, en effet, été candidat sur la liste écologiste aux élections régionales de 2021, soutenu par la députée écolodécroissante Delphine Batho.

De même, il est incontestable que le poids de l'idéologie, avec son indissociable aveuglement, mène inévitablement à des dérives. Ce fut, par exemple, le cas de Trofim Lyssenko, ce sombre personnage de l'époque stalinienne qui dénonçait comme « *contre-révolutionnaires* » les géné-

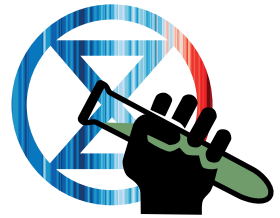
On en est arrivé
au point où la frontière
entre science et idéologie
est devenue floue

ticiens scientifiques qui osaient remettre en cause ses postulats erronés. Ainsi, au nom du lyssenkisme, de nombreux scientifiques adeptes de la « *science bourgeoise* », fautive par essence, furent envoyés au goulag, tandis que lui-même recevait les honneurs et les médailles du pouvoir pour sa contribution à la « *science prolétarienne* », vraie par définition.

On note une étonnante similitude dans les attaques répétées lancées aujourd'hui contre les scientifiques défenseurs du progrès, qui sont accusés d'être à la solde des lobbies industriels par les lyssenkistes contemporains, pour qui la seule « *vraie science* » est celle qui promeut la décroissance.

Ce dossier, fruit d'investigations publiées dans la revue *Agriculture & Environnement*, apporte un éclairage inédit sur cette nouvelle mouvance de scientifiques au service de la nébuleuse écologiste.

Scientifiques en rébellion : quand l'idéologie décroissante est érigée en vérité scientifique



Avec le mouvement Scientifiques en rébellion, nous assistons à l'émergence de scientifiques qui s'engagent dans la bataille écologiste. Un phénomène qui n'est pas nouveau, sauf qu'aujourd'hui, ces chercheurs font passer leurs convictions idéologiques anticapitalistes pour des vérités scientifiques.

Le 10 mai 2023, le mouvement Scientifiques en rébellion a organisé diverses manifestations dans plusieurs villes de France « pour alerter sur les projets suicidaires de Total Energies et BNP Paribas ». Sur une grande bombe factice confectionnée par ses membres, on pouvait ainsi lire l'inscription : « Bombes climatiques : qui sont les vrais écoterroristes ? »

En France, ce collectif de scientifiques a été créé à l'occasion d'une tribune publiée dans *Le Monde* du 20 février 2020, sur le modèle des divers appels lancés en Grande-Bretagne qui ont donné naissance au collectif international Scientist Rebellion. Il est étroitement lié à Extinction Rebellion (XR), le mouvement écologiste radical d'origine anglaise qui s'est distingué par de spectaculaires actions directes et blocages, ainsi que des opérations d'éco-

sabotage. Tous deux se réclament du même constat : les actions militantes habituelles n'ayant pas eu d'effets, désormais, la désobéissance civile s'impose. « Nous appelons à participer aux actions de désobéissance civile menées par les mouvements écologistes, qu'ils soient historiques (Amis de la Terre, ATTAC, Confédération paysanne, Greenpeace...) ou formés plus récemment (Action non-violente COP21, Extinction Rebellion, Youth for Climate...). Nous invitons tous les citoyens, y compris nos collègues scientifiques, à se mobiliser pour exiger des actes de la part de nos dirigeants politiques et pour changer le système par le bas dès aujourd'hui », clame le collectif dans sa tribune.

Que des scientifiques aient des engagements politiques est tout à fait légitime. Ce fut par exemple le cas d'Albert Einstein,



Manifestation antipesticides de Scientifiques en rébellion, le 4 mars 2023, au moment du Salon international de l'agriculture (C dans l'air, 8 mars 2023).

militant pacifiste qui appela à la désobéissance civile contre le maccarthysme. Ou encore de Bertrand Russell, militant proche des idées socialistes et organisateur du tribunal Russell-Sartre contre les crimes commis pendant la guerre du Vietnam. À l'âge de 89 ans, celui-ci fut même emprisonné pendant sept jours pour « violation de la paix », après avoir pris part à une manifestation antinucléaire à Londres.

« *Le port de la blouse blanche pendant ces actions représente un argument d'autorité détestable* », s'indigne François Gemenne

En France, le prix Nobel de chimie Frédéric Joliot-Curie, engagé au sein du Parti communiste français, fut récipiendaire du prix Staline international pour la paix. Aveuglé par son idéologie, le physicien avait même témoigné en 1949 contre Victor Kravchenko, un exilé soviétique qui avait décrit dans un livre la terreur et les camps en Union soviétique. Bref, les exemples de scientifiques engagés ne manquent pas.

Cependant, la démarche des militants de Scientifiques en rébellion se révèle profondément différente de celle de ces figures historiques.

Du mauvais usage des blouses blanches

Tout d'abord, sur la forme. Se revendiquant du slogan « *les données scientifiques sont claires* », ils se présentent de façon systématique vêtus d'une blouse blanche, afin de suggérer que leur discours, qui ne porte pas nécessairement sur leur champ de compétence, relève de la « vérité scientifique ».

« *Avec une blouse, le public nous écoute plus facilement, c'est plus difficile de nous traiter de hippies ou de zadistes* », admet volontiers Élodie Vercken, directrice de recherche à

l'INRAE et militante de Scientifiques en rébellion, qui confie au site Reporterre que, chaque fois qu'elle se présente comme scientifique, elle ressent « *quelque chose de différent* », comme « *une barrière qui sautait plus facilement* ».

Une approche qui n'est cependant pas du goût de tout le monde, comme en témoignent les propos de l'ancien membre du GIEC François Gemenne, par ailleurs directeur du conseil scientifique de Yannick Jadot lors de l'élection présidentielle de 2022 : « *Le port de la blouse blanche pendant ces actions représente un argument d'autorité détestable !* », s'est-il ainsi indigné dans un entretien accordé à Libération.

De même, si la géographe Magali Reghezza-Zitt, membre du Haut Conseil pour le climat, déclare comprendre que ses collègues se lancent dans la désobéissance civile, elle insiste cependant sur « *la différence entre [s]on avis de citoyenne et les faits scientifiquement démontrés* », craignant que « *l'un nuise à l'autre* » dès lors qu'ils sont confondus. Et de mettre en garde contre la tentation d'« *utiliser la légitimité scientifique pour quelque chose qui ne relève pas de la science* ».

Des fausses vérités scientifiques

Ensuite, il apparaît que bon nombre de vérités scientifiques affichées par les militants de Scientifiques en rébellion n'ont rien de... scientifique ! Elles s'inscrivent dans une stratégie globale de la nébuleuse écologiste, consciente d'avoir besoin d'une caution scientifique pour augmenter sa crédibilité. « *Il manquait en France une légitimité scientifique au mouvement citoyen de désobéissance civile* », insiste le sociologue Milan Bouchet-Valat, lui-même membre de Scientifiques en rébellion. Cette caution appuie ainsi de façon systématique des affirmations qui relèvent de l'idéologie ou de la simple opinion, quand ce n'est pas de propos parfaitement contestables.

Ainsi, le 2 février 2023, sept membres du mouvement des Scientifiques en rébellion et une quinzaine de militants de XR sont venus perturber le déroulement d'une conférence organisée par l'AFIS (Association française pour l'information scientifique), en accusant

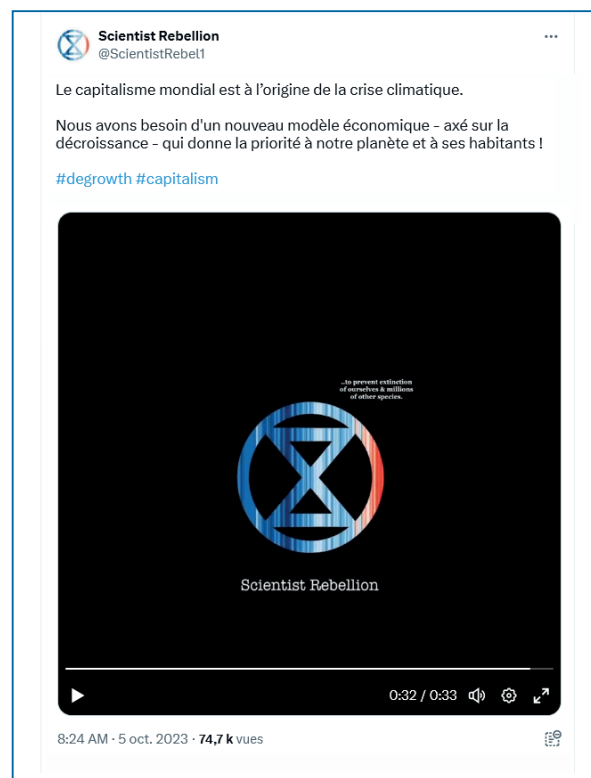
le glyphosate d'être « *un rouage mortifère au service d'une agriculture intensive caractérisée par d'immenses exploitations en monoculture* ». « *Les études scientifiques sont formelles: l'impact de l'agriculture intensive, cause majeure du dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité, n'est plus à prouver* », indiquait alors leur communiqué de presse, mettant en cause « *ce système délétère [qui] ne profite qu'à quelques multinationales. Un système pourtant soutenu par la FNSEA et le gouvernement* ». Et en des termes plus proches d'une déclaration politique que d'un texte scientifique, le communiqué concluait : « *Nous sommes malades d'une alimentation toxique produite par un système agricole à bout de souffle. Il est temps de Changer de Régime !* »

Un mois plus tard, au moment du Salon de l'agriculture, Scientifiques en rébellion s'en prenait de nouveau aux agriculteurs, en organisant à Paris un cortège funèbre « *pour dénoncer les conséquences catastrophiques du recours massif aux pesticides et promouvoir un autre modèle agricole* ». Cette action, menée avec le soutien des associations XR, Pollinis et Générations Futures, a mis en scène un « *die-in* » – manifestation où on simule la mort – réunissant des membres de la Red Rebel Brigade, vêtus de rouge « *pour symboliser le sang des espèces éteintes* ».

Pour la mise à mort du capitalisme

En fait, ces scientifiques apportent leur caution à un mouvement dont l'objectif, parfaitement identifié, consiste en la mise à mort du système actuel de croissance économique.

Un objectif qu'ils entendent bien faire partager, comme en témoigne le site britannique de Scientist Rebellion qui, sous la bannière prétentieuse de « The Science », explique que « *pour éviter le dérèglement climatique, il faut d'abord en nommer les causes. Le modèle économique capitaliste actuel de croissance (exponentielle) sans fin sur une planète finie est clairement insoutenable: par définition, cela signifie qu'il doit prendre fin* ». Et ils brandissent des « *études scientifiques solides* » pour justifier la sortie du capitalisme: « *Bien que certains interprètent ces propositions comme intrinsèquement idéologiques, il s'agit de conclusions issues d'une étude scienti-*



Tweet de Scientist Rebellion du 5 octobre 2023.

fique solide.» Le texte poursuit: « *Le capitalisme – en particulier dans son incarnation néolibérale moderne – doit être abandonné ou transformé au point d'être méconnaissable si la civilisation humaine veut survivre.* » Logiquement et sans surprise, il cible alors les « *exploitations agricoles modernes [qui], dans le but de surpasser leurs rivales, gavent le bétail d'antibiotiques, utilisent des pesticides destructeurs d'insectes et débarassent la faune de tout l'espace disponible pour semer des monocultures rentables* ».

Un credo repris par la branche française du mouvement qui, dans sa première tribune, dénonçait « *les objectifs de croissance économique* » du gouvernement, « *en contradiction totale avec le changement radical de modèle économique et productif qu'il est indispensable d'engager sans délai* », sans oublier de dénoncer « *un consumérisme débridé et un libéralisme économique inégalitaire et prédateur* ». Un tweet d'Élodie Vercken de juin 2021 illustre à merveille la radicalité de ces propos par l'image d'une pancarte portant le message: « *L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage.* » Et son commentaire enfonce le clou: « *Le capitalisme est responsable de la crise du climat et de la biodiversité.*

Espérer qu'un système fondé sur l'exploitation d'autrui et de la nature pourra s'autocorriger, ce n'est plus de la naïveté mais de l'idéologie. »

De son côté, l'un des créateurs du collectif, Julian Carrey, enseignant-chercheur à l'Insa Toulouse, qui se définit politiquement comme « *anarchiste-écolo-décroissant* », a confié à L'Obs qu'il a « *abouti à la conclusion, en plongeant dans la littérature scientifique, que la décroissance était le seul moyen d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris* ».

Pour lui comme pour les autres membres du mouvement, l'idéologie décroissante relève d'une vérité scientifique indiscutable. À la différence d'un Russell ou d'un Einstein, qui n'ont jamais prétendu que leurs idéaux de société étaient établis sur une quelconque vérité scientifique, les Scientifiques en rébellion affirment haut et fort qu'il faut – au nom de la science – instaurer le seul modèle politique valable à leurs yeux, en l'occurrence une société écolodécroissante anticapitaliste.

Un soutien aux actions violentes

Enfin, les modes d'action encouragés ou soutenus par les Scientifiques en rébellion interpellent. Alors que Julian Carrey confiait en janvier 2023 que « *si la violence aux personnes est une [ligne rouge] pour tous les membres, le cas des dégradations matérielles n'a pas encore été discuté collectivement* », le collectif n'a cependant pas hésité à prendre position en faveur des Soulèvements de la terre (SLT), mouvement qui avait délibérément accepté la présence de plusieurs centaines de militants violents et armés lors des événements de Sainte-Soline. Dans un texte en date du 30 mars 2023 intitulé « *En soutien de la résistance, nous sommes les Soulèvements de la terre* », les Scientifiques en rébellion encensent ainsi les SLT qui « *proposent un autre monde* », ajoutant qu'à Sainte-Soline, « *cette envie bienveillante et joyeuse de monde meilleur était portée, partagée et vécue par les 30 000 personnes présentes* ». On appréciera la nuance « *bienveillante et joyeuse* », quand il s'agit pour ces militants d'abattre la société industrielle dans laquelle nous vivons, quitte à procéder à diverses formes d'écosabotage !

À ce stade, le collectif des Scientifiques en rébellion reste très minoritaire dans le monde

de la recherche. Mais certains scientifiques de renom n'hésitent pas à franchir le pas, apportant leur soutien à la désobéissance civile. C'est le cas de la paléoclimatologue et coprésidente du groupe 1 du GIEC Valérie Masson-Delmotte, qui a déclaré au *Monde* que « *la désobéissance civile élargit la fenêtre d'Overton [le champ de l'acceptable en politique, NDLA]* ». « *Elle peut amener certains acteurs institutionnels ou économiques à prendre plus au sérieux les rapports du GIEC, qui apparaissent, en contrepoint, comme très consensuels* », estime la chercheuse, qui affirme dans les colonnes de *Libération* : « *Les mouvements sociaux pour*

Les Scientifiques
en rébellion
affirment haut et fort
qu'il faut – au nom
de la science – instaurer
le seul modèle politique
valable à leurs yeux,
en l'occurrence
une société
écolodécroissante
anticapitaliste

la justice climatique – qui prennent de nouvelles formes d'actions de résistance non violente, parfois perturbatrices – peuvent faire partie des catalyseurs pour accélérer l'action pour le climat. »

Hostile à la dissolution des SLT, elle a encore confié à *Libé* qu'elle ne se reconnaissait pas « *dans une société où le dialogue est impossible* ». Sauf que ni les SLT, ni les Scientifiques en rébellion, ne semblent disposés au dialogue, mais bel et bien engagés dans une lutte sans merci pour abattre la société capitaliste.

Cette complaisance de la paléoclimatologue à l'égard des SLT est partagée par le

climatologue Christophe Cassou, directeur de recherche au CNRS. Ce dernier a longtemps été réticent à s'engager ouvertement dans l'action écologiste, en raison de son statut d'auteur principal du dernier rapport du GIEC: «*Je ne veux pas engager l'institution, ni introduire un biais initial dans mes prises de parole. Je souhaite m'adresser à tous les publics.*» Mais il a visiblement balayé ses craintes puisqu'il est, depuis 2022, membre de l'Atelier d'écologie politique (Atécopol) lancé à Toulouse à l'automne 2018. L'Atécopol, qui rassemble 237 scientifiques, souhaite «*faire émerger et structurer une communauté scientifique se reconnaissant dans l'écologie politique*». Avec notamment la volonté de travailler «*aux moyens de changer en profondeur les modes de fonctionnement socio-économiques actuels*». Plus concrètement, il s'agit de défendre un changement

radical de société et une politique de décroissance, tout en dénonçant toute solution issue du secteur technologique.

Dans cet engagement, Christophe Cassou n'a pas hésité à soutenir, lui aussi, les SLT car «*les valeurs fondamentales sont attaquées et bafouées*», et a également pris la parole lors de l'action organisée par les SLT contre le projet d'autoroute A69 entre Toulouse et Castres le 22 avril 2023. Position étonnante quand on sait que Christophe Cassou fait partie du groupe d'appui et d'expertise scientifique lancé par Stanislas Guerini pour assurer la qualité de la formation à la transition écologique de l'ensemble des agents de la fonction publique à l'horizon 2027. D'un côté, travailler avec le gouvernement pour promouvoir la transition écologique, et de l'autre, marcher aux côtés des SLT qui veulent la peau du gouvernement...

Des associations de scientifiques mobilisées pour une « science sans croissance »

Sciences Citoyennes, Scientifiques en rébellion, Atelier d'écologie politique, Ingénieurs sans frontières... Autant de structures qui tentent de mobiliser une partie de la communauté scientifique contre le progrès technologique et la croissance.

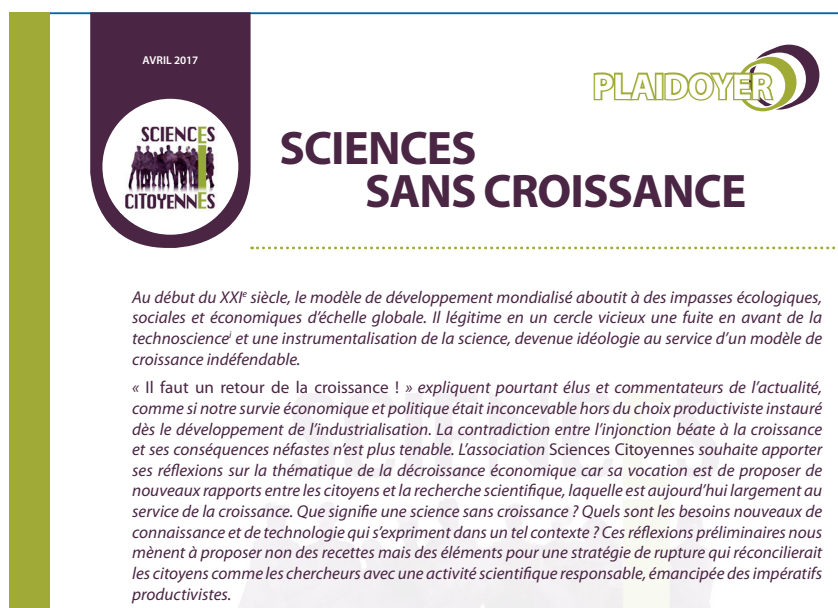
Au moment où de plus en plus de chercheurs investissent le champ de l'activisme politique écologiste, on assiste au développement de multiples structures, collectifs et initiatives émanant de milieux scientifiques porteurs d'une idéologie décroissante radicale, rejetant ce qu'ils appellent le « *technosolutionnisme* ». En d'autres termes, rejeter le principe selon lequel la technologie peut apporter des solutions aux problèmes. Les membres de ces mouvements, très présents dans les médias, contribuent à vulgariser les thèses décroissantes de la nébuleuse écologiste, notamment sur les sujets agricoles.

Ainsi, l'association Sciences Citoyennes, longtemps présidée par le biologiste Jacques Testart, qui est peu connue du grand public,

fait figure de précurseur en la matière et, en dépit de sa petite taille (moins de 200 adhérents), elle a réussi à infuser ses idées au sein des milieux scientifiques et académiques. Son porte-parole, qui est aussi membre de Scientifiques en rébellion, Kevin Jean, se réjouit de l'imprégnation des idées écologistes au sein des milieux scientifiques.

Se basant sur une enquête réalisée en 2020 sur « *les personnels de recherche face au changement climatique* », il note avec satisfaction qu'il y a « *près de 60 % d'avis positifs* » en faveur de l'affirmation selon laquelle « *la décroissance est nécessaire pour faire face aux enjeux environnementaux* ».

Et le militant de se féliciter : « *Les visions plutôt décroissancistes ont gagné du terrain [dans*



AVRIL 2017

PLAIDOYER

SCIENTIFQUES EN RÉBELLION

SCIENTIFQUES SANS CROISSANCE

Au début du XXI^e siècle, le modèle de développement mondialisé aboutit à des impasses écologiques, sociales et économiques d'échelle globale. Il légitime en un cercle vicieux une fuite en avant de la technoscience et une instrumentalisation de la science, devenue idéologie au service d'un modèle de croissance indéfendable.

« Il faut un retour de la croissance ! » expliquent pourtant élus et commentateurs de l'actualité, comme si notre survie économique et politique était inconcevable hors du choix productiviste instauré dès le développement de l'industrialisation. La contradiction entre l'injonction béate à la croissance et ses conséquences néfastes n'est plus tenable. L'association Sciences Citoyennes souhaite apporter ses réflexions sur la thématique de la décroissance économique car sa vocation est de proposer de nouveaux rapports entre les citoyens et la recherche scientifique, laquelle est aujourd'hui largement au service de la croissance. Que signifie une science sans croissance ? Quels sont les besoins nouveaux de connaissance et de technologie qui s'expriment dans un tel contexte ? Ces réflexions préliminaires nous mènent à proposer non des recettes mais des éléments pour une stratégie de rupture qui réconcilierait les citoyens comme les chercheurs avec une activité scientifique responsable, émancipée des impératifs productivistes.

Note de synthèse de Sciences Citoyennes d'avril 2017, dans laquelle l'association affirme que « la contradiction entre l'injonction béate à la croissance et ses conséquences néfastes n'est plus tenable ».

le secteur de la recherche].» Regrettant cependant que «*les politiques de recherche soient toujours orientées vers des objectifs croissancistes*», il plaide pour une «*science sans croissance*», pour reprendre les termes d'une note de synthèse de Sciences Citoyennes. L'association y explique en effet que «*ce qu'on nomme la science, et son développement technologique, est fortement partie prenante de la croissance économique, et cette croissance (aujourd'hui à bout de souffle) s'avère incompatible avec le bien-être et l'avenir de l'humanité dans un environnement vivable*». Elle ajoute : «*La modernité a donné naissance à une science qui permet la manipulation de*

Horizon Terre souhaite aboutir à une «*agriculture sans produits phytosanitaires et sans engrais de synthèse minéraux*», ce qui suppose de «*changer le fonctionnement de nos sociétés*»

la nature à une échelle inouïe, afin de la dominer et d'alimenter la machine à consommer. Le bras armé de la technoscience, l'innovation technologique, joue un rôle déterminant et induit des transformations dans le seul but de développer cette domination et la croissance économique associée.» L'association déplore également le fait que «*la suprématie de la technoscience a posé une rupture radicale avec les temps anciens, avec toutes les autres civilisations*». Et, étant donné que «*la science et la technoscience (et donc la croissance) font miroiter un avenir radieux*», Sciences Citoyennes estime indispensable de «*rompre avec cet imaginaire véhiculé par les médias et leaders d'opinion*». Forte de cette logique, l'association s'oppose à tout ce qui contribue à la croissance économique, n'hésitant pas à

qualifier le développement durable et la croissance verte de «*leurres fallacieux*». D'où son opposition radicale notamment aux biotechnologies végétales, qui seraient coupables, selon elle, du crime suprême, à savoir de participer à la croissance économique.

Cette opposition de Sciences Citoyennes à la «*technoscience*» et à la croissance s'inscrit dans le programme «*Démocratie technique, techniques écologiques et low-tech*» de la Fondation pour le progrès de l'homme (FPH), une fondation de droit suisse qui lui assure une partie substantielle de son budget — environ un million d'euros ces dix dernières années. Avec ce programme, la FPH finance diverses autres associations «*en contrepoint des promesses technicistes qui constituent à notre sens la principale source d'apathie sociale*». Dans ce même cadre, la FPH finance aussi des associations anti-OGM, comme Inf'OGM, Stop OGM ou le Réseau européen des scientifiques pour la responsabilité sociale et environnementale (ENSSER, en anglais), toutes très engagées récemment dans le lobbying contre les nouvelles techniques génomiques (NTG).

Le projet Horizon Terre

Plus récemment, la FPH a décidé de cofinancer le projet Horizon Terre, amorcé fin 2019 et justement piloté par... Sciences Citoyennes. Il a «*pour but de proposer et de défendre des stratégies de recherche alternatives qui ne soient plus soumises à l'impératif dogmatique de croissance économique à l'échelle de l'Union européenne*». En fait, il s'agit d'un contre-projet de celui d'Horizon Europe, le programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation. Doté d'un budget de 95,5 milliards d'euros pour la période 2021-2027, ce programme est censé «*renforcer la base scientifique et technologique de l'UE, notamment en élaborant des solutions pour répondre à des priorités politiques telles que les transitions écologique et numérique. Le programme contribue également à la réalisation des objectifs de développement durable et stimule la compétitivité et la croissance*». Bref, un cauchemar du point de vue des écologistes décroissants ! Fustigeant «*la croyance magique en un solutionnisme technologique*»,

Horizon Terre entend « *repenser les objectifs et priorités des recherches scientifiques* », notamment dans l'agriculture, pour y imposer la décroissance et la sobriété. « *Ce qui est communément appelé la "transition écologique" devrait plus justement s'appeler le processus de "décroissance" permettant d'atteindre une économie de la sobriété* », précise l'association, qui souhaite aboutir à « *un véritable changement de modèle* », à savoir « *une agriculture sans produits phytosanitaires et sans engrais de synthèse et minéraux* ». Ce qui suppose ni plus ni moins que de « *changer le fonctionnement de nos sociétés* ».

Pour mener à bien son projet, Sciences Citoyennes a fait appel à Ingénieurs sans frontières (ISF), une association regroupant environ 500 élèves-ingénieurs et jeunes professionnels, ainsi qu'à l'Atelier d'écologie politique (Atécopol), un collectif d'environ 250 scientifiques né à Toulouse en 2018.

À l'instar de Sciences Citoyennes, ISF tient un « *discours critique envers le "mythe" de la solution technique, la course à l'efficacité et au développement* », explique Jean-Michel Hupé, chercheur au CNRS et membre d'Atécopol. S'inspirant ouvertement des travaux du philosophe français Jacques Ellul, l'association veut « *dépasser les finalités de croissance et de progrès technique sans lien avec l'épanouissement des populations* », et cela « *en se libérant de la vision productiviste de la technique imposée par les dominantes* ». Même positionnement pour l'Atécopol, qui affirme sur son site qu'il y a « *incompatibilité entre les logiques du capitalisme industriel consumériste et les impératifs d'une société écologique* ».

Guillaume Carbou, membre de l'Atécopol et maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication, explique que « *le pilotage de la recherche est effectué, sans surprise, par les intérêts dominants. Aujourd'hui, ceux-ci ne sont pas particulièrement écologistes. Le problème, [c'est] l'orientation générale de notre société, et donc de la science qui en fait partie* ». Avant d'ajouter : « *L'activité scientifique participe à la catastrophe directement (elle est énergivore et gourmande en matériaux) et indirectement (elle est le support, par le transfert de technologies, de la plupart des activités qui nous*

ont menés là où nous sommes : transport thermique, agriculture industrielle, gabegie numérique, etc.) ».

Afin de fédérer un maximum de structures, Sciences Citoyennes a organisé en collaboration avec diverses associations et collectifs, en 2021, les États généraux des sciences et des techniques engagées, « *afin d'y créer un espace de réflexion sur les enjeux technoscientifiques* ». Ce qui a donné naissance à un collectif national — baptisé le Mouvement pour des savoirs engagés et reliés (M-SER) — dont font partie, en plus des trois associations impliquées dans Horizon Terre, une dizaine d'autres structures comme Scientifiques en rébellion ou encore plusieurs ateliers d'écologie politique (Abecopol, Atécopol, Atécopolam,

« Il y a incompatibilité entre les logiques du capitalisme industriel consumériste et les impératifs d'une société écologique »

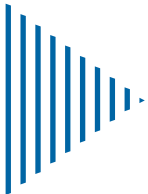
Écopolien). Son objectif est double : « *Rendre visibles nos valeurs communes, via des supports écrits (manifeste, analyses, tribunes...) pour la presse et le personnel politique* », et assurer « *une présence via des événements dans la communauté de la recherche et les mouvements sociaux* ». Autrement dit, participer à la propagande décroissante dans les médias et les milieux institutionnels...

Dans un premier temps, le M-SER a organisé dans plusieurs villes des débats autour du thème « *Rester, résister, désert, désherber* », puis, en juin 2022, il a apporté son soutien « *à ceux qui bifurquent* ». Comme le groupe des huit étudiants qui, lors de la cérémonie de remise des diplômes d'AgroParisTech le 10 mai 2022, avaient lancé un « *appel à désert* » l'industrie agroalimentaire. Un manifeste a ensuite été rendu public, traçant des pistes de réorientation de la recherche, pour donner davantage d'importance aux sciences humaines et sociales, ainsi qu'« *aux savoirs*

expérientiels, traditionnels ou autochtones». Le M-SER y déplore ainsi le fait que, «*ancrées dans une ontologie rationaliste, les formations scientifiques sont marquées par une domination des sciences naturelles et de l'ingénierie sur les sciences humaines et sociales*». Enfin, en mars 2023, le M-SER a signé la tribune de soutien aux Soulèvements de la Terre, saisissant l'occasion de réaffirmer «*son soutien pour des dynamiques collectives et militantes à la hauteur des enjeux écologiques contemporains*». Même si les membres du M-SER ne se revendiquent pas adeptes de la désobéissance civile, ils affirment comprendre «*la légitimité de ces actions*», ne voyant pas «*sur quelle posture scientifique*» ils devraient «*condamner ou pas "toutes les violences"*».

Et d'expliquer qu'il y a violence et violence: «*Les chercheurs et chercheuses auront plutôt tendance à rappeler que le terme de "violence" est multiforme: contre des biens ou des personnes? Brutale comme lors des émeutes, ou lente, comme la dégradation écologique de la planète?*»

Ce positionnement radical témoigne d'une rupture ontologique avec le courant de scientifiques militants et engagés, qui, à l'instar de Jean Perrin, prix Nobel de physique en 1926 et sous-secrétaire d'État dans le gouvernement Blum, ou de Frédéric Joliot-Curie, prix Nobel de chimie en 1935 et militant au sein du Parti communiste, croyaient fermement que le progrès scientifique était porteur d'espoir et de liberté.



Le cas de Laurence Huc, porte-parole de Scientifiques en rébellion

Nouvelle égérie des médias parisiens, la chercheuse de l'INRAE Laurence Huc représente le cas-type de ces scientifiques militants au service de la décroissance.

En jetant le discrédit sur des disciplines entières de la science, dont la chimie, le nucléaire et la génétique, les militants écologistes distillent un discours empreint d'une technophobie virulente, qui voit dans les avancées de la science de terribles menaces pour l'humanité et la planète. Or, dans le même temps, ces militants tentent de justifier leur projet de société décroissante sur la base d'arguments... scientifiques ! Ainsi, depuis peu, des chercheurs sympathisants de leur cause, notamment au sein du mouvement Scientifiques en rébellion, participent à cette croisade verte et anticapitaliste, mêlant sans scrupule affirmations scientifiques et convictions idéologiques.

Un mode opératoire que l'on retrouve tout naturellement dans les dossiers sensibles concernant les pesticides, comme en témoigne

le cas particulier de la toxicologue Laurence Huc, directrice de recherche à l'INRAE et... active porte-parole des Scientifiques en rébellion, cette nouvelle égérie médiatique des mouvements antipesticides.

« Chercheuse engagée »

Féministe revendiquée, Laurence Huc se définit elle-même comme une « *chercheuse engagée* », libre de tout conflit d'intérêts, qui estime de son devoir d'alerter le grand public sur les questions relatives à la santé et à l'environnement.

Eu égard à son appartenance au domaine de la recherche publique, on ne saurait douter de sa sincérité quand elle aborde les problèmes de santé que pourraient provoquer les produits toxiques dans l'alimentation ou dans l'environnement.



La toxicologue Laurence Huc lors de la manifestation antipesticides de Scientifiques en rébellion, le 4 mars 2023 (LeBlob.fr).

Ce qui peut expliquer sa participation, en avril 2018, dans le quotidien *Libération*, à une tribune appelant à suspendre l'utilisation des fongicides de la famille des SDHI (inhibiteurs de la succinate déshydrogénase). En tout cas, « *tant qu'une estimation des dangers et des risques n'aura pas été réalisée par des organismes publics indépendants des industriels* ». C'est d'ailleurs à ce titre qu'elle a intégré un groupe de travail mis en place par l'ANSES pour réfléchir sur le futur de ces molécules. Sauf que la chercheuse ne se prive pas de fustiger le fonctionnement même de l'agence, affirmant que « *les cadres réglementaires élaborés par les agences n'évoluent pas avec la production de connaissances faite par la recherche publique* ». Une façon classique de jeter le discrédit sur les futures conclusions du groupe de travail.

C'est animée de ce même état d'esprit que Laurence Huc préside l'Institut citoyen de recherche et de prévention en santé environnementale, une initiative du collectif Stop aux cancers de nos enfants. Créé en mars 2019, ce collectif s'interroge sur « *la multiplication anormale de cas de cancers pédiatriques, depuis mai 2015, sur la commune de Sainte-Pazanne et ses environs* », cherchant à découvrir pourquoi, dans cette région, « *il y a plus de cancers d'enfants qu'ailleurs* ». Selon Laurence Huc, « *le fait qu'il y ait des taux délirants de pesticides dans l'air* » sur ce territoire serait l'indice évident d'une des causes probables. Enfin, Laurence Huc coordonne le réseau Holimitox, composé d'une quarantaine de scientifiques, qui « *propose une approche interdisciplinaire de l'évaluation des principaux pesticides mitotoxiques* », dont les SDHI. Et, à la suite de la publication du plan de surveillance des pesticides dans l'air (ATMO 2021), elle a également été missionnée par l'agglomération de la Rochelle pour « *interpréter les résultats* » sur la plaine d'Aunis, en raison notamment des niveaux de proflurocarbe « *jamais observés en France* ».

Militante antipesticides

Si ces travaux suggèrent que la démarche de la toxicologue consiste à identifier des molécules potentiellement problématiques pour les faire interdire, certains de ses engagements bien plus radicaux la montrent clairement, dans la

droite ligne de Générations Futures, comme une militante de la fin des pesticides. Car, pour la chercheuse, quelles que soient les molécules utilisées et les bonnes pratiques agricoles, l'usage des pesticides restera toujours problématique : « *Les pesticides sont des substances utilisées pour tuer, et ces substances sont réglementées pour que l'exposition soit ciblée et limitée. Or, quand je vois de tels niveaux de concentrations de pesticides dans l'air, ça veut dire que nous sommes tous très exposés, et que le système de bonnes pratiques agricoles ne fonctionne pas.* » Et elle ajoute une image : « *J'aime aussi reprendre cette métaphore utilisée par les industriels eux-mêmes : l'usage des pesticides, c'est comme le lion. S'il est en cage et que vous habitez en Europe, ce n'est pas dangereux. Force est de constater qu'ici, les pesticides ne sont plus en cage...* »

Bref, son positionnement hostile aux pesticides ne fait aucun doute, comme en témoigne d'ailleurs sa participation, en mai 2021, au débat dans le cadre de l'initiative populaire helvétique, intitulée « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse », et plus récemment à La Rochelle, en septembre 2023, à l'instigation d'Avenir Santé Environnement, pour obtenir un « *plan de sortie des pesticides de synthèse avant 2030* », ou encore en tant qu'invitée dans certaines émissions à charge contre les pesticides, comme en septembre 2021 à l'émission « Temps présent » de la chaîne suisse RTS, et en mai 2022 sur France Inter, dans l'émission « La Terre au carré ». Et on la retrouve sur Médiapart et France Info qui fustige la proposition de prolongation de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne, affirmant que cette décision ne serait pas « *basée sur des données sanitaires mais sur des décisions économiques et politiques* ».

« La décroissance ou la mort »

À l'instar d'autres chercheurs décroissants, Laurence Huc rejette de façon systématique toutes les solutions qui passent par la science en général et la chimie en particulier, qu'elle soit de synthèse ou « verte ». « *La chimie verte correspond, selon moi, à du greenwashing. En réalité, ils essayent de faire de la chimie propre, mais qui estime qu'elle est propre ?* »

Sont-ce eux ou les citoyens ?», interroge la chercheuse, qui déplore que « *ces alternatives ne permettent pas de changer en profondeur le système* ». On touche là au cœur de son objectif : changer de système agricole et, plus largement, sortir du modèle économique de la société occidentale.

« À l'INRAE, nous convenons qu'il faut maintenant sortir de l'usage des pesticides vers une transition agro-technologique », a-t-elle indiqué lors de son audition à l'Assemblée nationale, en 2020, martelant qu'« avec les épidémies de cancers, l'augmentation des maladies chroniques et l'effondre-

Laurence Huc fustige
la proposition
de prolongation
du glyphosate dans l'Union
européenne, affirmant
que cette décision
ne serait pas « basée
sur des données sanitaires
mais sur des décisions
économiques
et politiques »

ment de la biodiversité, on ne peut plus se contenter d'être dans une évaluation de la balance bénéfiques/risques». Laurence Huc suggère également d'abandonner le concept de la « *preuve absolue* », persuadée que celle-ci ne peut exister en santé environnementale. Étant donné que l'on n'atteindra jamais la « *démonstration de la preuve* », c'est-à-dire la preuve reliant une molécule particulière à la maladie d'un patient, la toxicologue propose que, dès qu'il y a « *assez d'éléments scientifiques* », le principe de précaution soit appliqué et le produit retiré. D'autant que, selon la toxicologue, « *ne pas être exposé aux pesticides devrait être un droit inné comme le soleil ou la pluie* ». Des propos parfaitement conformes à la stratégie mise en place par

les juristes des associations antipesticides et décroissantes, qui comptent désormais davantage sur les tribunaux que sur les responsables politiques pour obtenir gain de cause...

Aussi, la chercheuse a-t-elle tout naturellement rejoint l'Atécopol, lancé à Toulouse à l'automne 2018. L'Atécopol, qui rassemble 237 scientifiques, souhaite « *faire émerger et structurer une communauté scientifique se reconnaissant dans l'écologie politique* ». Avec notamment « *la nécessité de revoir, en priorité, nos modèles socio-économiques* ». Ainsi, au printemps 2022, l'Atécopol a organisé des mini-conférences, dont une sur la thématique « *Les riches détruisent-ils la planète?* », expliquant que « *les ultrariches définissent un modèle de surconsommation qui imprègne toute la société* ». On retrouve ici les arguments du député apparenté LFI Aymeric Caron, selon lesquels la société du « *consommateur frénétique* » serait le « *résultat d'une bataille culturelle et politique* », qu'il faut donc combattre.

Lors d'une autre mini-conférence, les militants d'Atécopol assuraient que le seul moyen de « *limiter la catastrophe* » consiste « *à court terme, à réduire nos émissions de CO₂* », ce qui passe « *par une politique de décroissance généralisée, c'est-à-dire une réduction de nos productions matérielles et donc de nos consommations (matière, énergie, espace...)* ». L'Atécopol organise aussi des séminaires d'écologie politique, comme en janvier 2021, sur le thème « *La décroissance ou la mort ... ou comment survivre à l'économie contemporaine?* » Même discours idéologique décroissant au festival de juillet 2023 intitulé « *Décroissance, le festival* », où l'on retrouve Laurence Huc pour un débat au titre revendicateur : « *Se nourrir en respectant le vivant* »...

En d'autres termes, pour l'Atécopol, la seule « *science* » qui vaille est celle qui est au service de l'écologie politique décroissante. « *Telle qu'elle est menée, la science n'est pas satisfaisante* », confirme ainsi Laurence Huc, qui pointe diverses raisons, dont le cloisonnement des différentes sciences, le manque d'engagement des chercheurs et la « *Western Man Science* ». D'où son souhait de « *participer à une réinvention de la science* » afin de la replacer « *au cœur des débats sociaux et*

politiques». La chercheuse préfère ainsi aux expertises des agences sanitaires – dont les rapports tiendraient selon elle de la « *truanterie* » et dont le processus « *ne correspond à aucun canon scientifique* » –, la « science » émanant de chercheurs militants comme Charles Benbrook et Christopher Portier, le premier étant pourtant financé par le lobby du bio, tandis que le second l'est par les cabinets d'avocats américains engagés dans les poursuites contre le Roundup. Pas vraiment des parangons d'indépendance et d'intégrité...

Porte-parole de Scientifiques en rébellion

Outre sa participation à ce groupe de scientifiques adeptes de la décroissance, Laurence Huc a également rejoint le mouvement Scientifiques en rébellion, dont l'un des objectifs revendiqués est « *de repérer et dénoncer les recherches néfastes et intimement liées à des politiques de croissance économique sans considération des limites planétaires* ». Et de confier au média Le Blob: « *J'utilise tous les moyens qui sont possibles. Effectivement, la désobéissance civile peut être un des moyens pour faire passer ce que la science produit. Et honnêtement, je suis très droite dans mes bottes par rapport à ça.* »

En tant que porte-parole du mouvement, la chercheuse a ainsi défilé, le 4 mars 2023,

drapée de l'autorité de sa blouse blanche, dans le cortège funèbre organisé à Paris en parallèle du Salon de l'agriculture « *pour dénoncer les conséquences catastrophiques du recours massif aux pesticides et promouvoir un autre modèle agricole* ». Menée avec le soutien de XR, Pollinis, Avenir Santé Environnement et Générations Futures, cette action a mis en scène un *die-in* où ont déambulé des membres de la Red Rebel Brigade vêtus de rouge « *pour symboliser le sang des espèces éteintes* », en scandant le mot d'ordre: « *Non aux pesticides, stop à l'écocide!* » « *Il est difficile de voir ce que l'on voit. De voir que des consensus bien établis sur les effets cancérigènes sont mis en doute et transformés en controverses sous la pression des lobbys* », s'est alors exclamée Laurence Huc, avant de fustiger les « *pouvoirs publics qui n'ont pas tenu compte de nos résultats* ».

Voilà encore cette fameuse rengaine si chère à la nébuleuse écologiste, selon laquelle les autorités seraient paralysées par le poids insupportable des lobbys. « *En appartenant à un parti, une idéologie, certains s'éloignent de la réalité du terrain* », a confié Laurence Huc au quotidien *Sud Ouest*. Pour une fois, on ne peut que lui donner raison.

Le cas d'Emma Haziza, experte en eau... et en agribashing

À la fois chroniqueuse sur Franceinfo, conseillère pour le ministère de la Transformation et de la Fonction publiques, et à la tête d'un réseaux d'entreprises, Emma Haziza mélange habilement les genres.

En quelques années à peine, Emma Haziza s'est hissée au firmament des coqueluches écologistes des médias. Pas une canicule ni une inondation où on ne la retrouve, désormais, sur les plateaux de télévision, présentée comme «hydrologue et experte dans le développement de stratégies pour la résilience des territoires face aux extrêmes climatiques». En septembre 2022, elle a également décroché sur Franceinfo une chronique hebdomadaire, baptisée «Un degré de conscience». Et un mois plus tard, l'incontournable spécialiste de la ressource en eau a été nommée dans le groupe d'appui et d'expertise scientifique lancé par Stanislas Guerini, le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, destiné «à garantir la qualité du contenu de la formation à la transition écologique» de l'ensemble des

5,6 millions d'agents de la fonction publique jusqu'à la fin du quinquennat.

Championne en poncifs écologistes

Sa participation à ce plan de formation ne poserait aucun problème, si on ne l'entendait pas régulièrement proférer les habituels poncifs écologistes de l'agribashing. Ainsi, selon Emma Haziza, «on ne mange que de la merde» et les agriculteurs français seraient «les champions du monde en matière de pesticides», tandis que nos sols seraient «quasiement morts partout».

«On a des couches de pesticides tellement importantes qu'à un moment donné, on n'a plus de matière organique dans nos sols», a-t-elle encore déclaré lors de l'émission «Thinkerview», en mai 2022. D'où son injonction sans cesse martelée: «Demain, il



L'hydrologue Emma Haziza, interview pour Thinkerview, le 17 mai 2022. Elle reprend les critiques de la nébuleuse décroissante contre le «modèle productiviste», considérant que «l'agriculture intensive» constitue l'un des problèmes contemporains majeurs.

faut arrêter les pesticides.» De même, elle continue à relayer l'infox, depuis longtemps réfutée, qui assure qu'*il faut 15 000 litres d'eau pour produire un kilo de viande bovine*. Se vantant de *«manger bio depuis trente-cinq ans et de ne pas manger de viande»*, Emma Haziza reprend les critiques de la nébuleuse décroissante contre le *«modèle productiviste»*, considérant que *«l'agriculture intensive»* constitue l'un des

Selon Emma Haziza,
*«on ne mange que
de la merde»* et
les agriculteurs français
seraient *«les champions
du monde en matière
de pesticides»*,
tandis que nos sols
seraient *«quasiment
morts partout»*

problèmes contemporains majeurs. Dans un entretien accordé au site Blast, elle n'hésite pas à affirmer qu'il faut mettre un terme à la culture du maïs étant donné que, *«sur les 70 % de terres irriguées qui sont utilisées principalement pour le bétail aujourd'hui en France, il y a 40 % de nos terres agricoles qui ne sont dédiées qu'au maïs»*. Idem pour la viande: *«Il faut sortir de la viande. On n'a pas le choix. Si demain la Chine se met à manger de la viande, nous n'aurons pas suffisamment de terres arables, ne serait-ce que pour poser le bétail. En Europe, 70 % des terres sont occupées par le bétail»*, a-t-elle déclaré au site d'information paneuropéen Euractiv. Et, comme elle l'a confié à l'émission «Thinkerview», elle est convaincue qu'il faudra imposer ces contraintes par des mesures coercitives, au motif que, de toute façon, on *«n'aura pas le choix»*.

Enfin, et c'est sans doute le point le plus troublant, elle va jusqu'à flirter avec le com-

plotisme, en reprenant l'idée que la diminution de l'usage des pesticides serait freiné en raison de la présence d'une *«force obscure qui vient et qui bloque l'ensemble de ces projets»*...

À la limite du «délire complotiste»

La radicalité de ses propos ne fait toutefois pas l'unanimité, y compris auprès des sympathisants de la cause écologiste, qui ont épinglé ceux qu'ils jugeaient dépourvus de tout sérieux. Ainsi, le site Arrêt sur images est revenu sur sa déclaration – à l'émission «Thinkerview» – concernant la vapeur d'eau, qui serait *«l'un des principaux responsables du réchauffement climatique»*. *«J'ai pas dit qu'il fallait pas décarboner, mais je pose la question, le CO₂, est-ce que c'est pas l'arbre qui cache la forêt?»*, s'était-elle alors interrogée. Des propos dénoncés en premier lieu par le climatologue François-Marie Bréon, président de l'Association française pour l'information scientifique, puis par François Gemenne, chercheur sur le climat et les migrations et président du conseil scientifique de la Fondation pour la nature et l'homme, qui assure en être *«tombé de sa chaise»*. *«On frise le délire complotiste»*, a conclu ce dernier.

En dépit de sa formation scientifique, Emma Haziza s'égare en effet assez régulièrement. Selon elle, Marie Curie aurait *«inventé la radioactivité»* (sic), tandis que *«l'agriculture française nourrit 2 % des Français»* (re-sic). Mais le plus étonnant pour une experte en eau reste sans conteste son affirmation sur Twitter que *«les humains ont réussi à prélever suffisamment d'eau souterraine pour modifier l'inclinaison de la Terre»*. Et de conclure: *«Continuons la fast-fashion, l'agriculture intensive irriguée et la production mondiale de nos produits superflus en pillant les eaux souterraines et la Terre finira par arrêter de tourner.»*

Arrêt sur images souligne également que *«l'hydrologue n'est pas, au sens propre, une chercheuse»*, avant de préciser: *«Même si elle se présente sur son compte Twitter comme "researcher in climate change", elle n'a jamais, après sa thèse, produit aucune publication soumise au jugement de ses pairs.»* Des propos que récuse Emma Haziza, estimant que

« ce n'est pas parce qu'on ne multiplie pas les publications scientifiques que l'on n'est pas scientifique ». « J'ai supervisé des thèses, embauché des chercheurs, je suis intervenue dans des colloques, j'essaie de faire avancer la connaissance en publiant des rapports de recherche », souligne-t-elle.

Un réseau d'entreprises

C'est en tout cas grâce à ses compétences scientifiques qu'elle a constitué, dès 2010, un réseau d'entreprises à but lucratif, autour d'une société de conseil et de formation pour les collectivités locales confrontées aux risques climatiques et hydrologiques. Baptisé « Mayane », son groupe se décline en diverses entreprises : Mayane Groupe, Mayane Labs, Mayane Eau et Sociétés, Mayane Crea&Com, Mayane Eco&Gouv.

Par ailleurs, afin de pouvoir organiser des conférences, elle a cofondé en décembre 2019, avec John Hababou, ancien directeur général de Mayane, l'Agence H2E, une société qui propose des conférenciers membres d'« un réseau d'experts scientifiques issus du monde de la recherche et une expertise pointue sur des sujets environnementaux-clés », et elle a réitéré sa démarche en juin 2023 en créant la société Nahara, dont l'objet est également l'organisation de conférences. Tout cela forme un petit réseau bien prospère, qui compte déjà plus de 35 salariés pour l'entreprise Mayane, et 8 autres impliqués dans l'association loi 1901 Mayane Éducation.

Si cette double casquette arborée par Emma Aziza — à la fois « experte » et consultante rémunérée — ne semble poser aucun problème aux médias qui l'invitent régulièrement, il en va tout autrement pour François Gemenne. Selon le coauteur du sixième rap-

port du GIEC, en effet, experts et consultants rémunérés ne sont pas à mettre sur le même plan : « Les premiers sont au service du public, les seconds au service d'intérêts privés. Ce n'est pas déshonorant, mais c'est fondamental. » Il n'a pas tort ! Participer à éclairer le débat public n'a en effet pas la même finalité que de développer un business de conférences, formation, coaching et conseil dans le domaine de l'environnement...

Mais plus encore, c'est sa participation au groupe d'appui et d'expertise scientifique lancé par Stanislas Guerini qui provoque un réel questionnement. D'autant que, sur le sujet de l'eau, qui est censé relever de son domaine d'expertise, les prises de position d'Emma Haziza sont plus proches de l'idéologie que de la science. Ainsi, s'agissant des retenues d'eau, elle estime que « c'est la pire des solutions », et assure que ce dispositif met les nappes phréatiques en danger : « Nous sommes en train d'extraire plus d'eau dans les nappes que leur capacité de recharge. » Des affirmations lourdes de conséquence et qui mériteraient d'être étayées par des données vérifiées...

Délivrés en février 2023 dans le cadre de la formation des agents publics à une cinquantaine de membres des directions centrales, soit quelques semaines avant la mobilisation du 25 mars à Sainte-Soline, ces messages « antibassines » sont-ils vraiment de nature à soutenir la création de retenues d'eau, que souhaite pourtant le gouvernement ?

Et est-ce également la meilleure manière de « sortir des affrontements manichéens », comme elle l'a encore soutenu dans les colonnes du quotidien *Le Monde* ? Rien n'est moins certain...

Le cas de Christopher Portier, chercheur et lobbyiste antiglyphosate

Présent dans le panel des douze experts scientifiques du CIRC ayant classé le glyphosate comme « cancérogène probable », le scientifique Christopher Portier a clairement joué un rôle déterminant dans cette classification. Or ses engagements jettent un trouble sur son impartialité.

Le biostatisticien américain Christopher Portier fait son apparition dans le dossier du glyphosate en avril 2014, en présidant un groupe de travail du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) chargé de déterminer quelles sont les substances dont l'analyse doit être menée en priorité. L'équipe scientifique considère alors le glyphosate comme « moyennement prioritaire », à l'inverse de nombreux autres pesticides, comme la perméthrine, un insecticide de la famille des pyréthriinoïdes, ou encore le lindane. S'il note que « certaines données épidémiologiques émergentes concernant le glyphosate, telles que celles de l'Agricultural Health Study du National Cancer Institute, indiquent que l'ex-

position n'est pas associée à l'incidence globale du cancer », le rapport consultatif estime toutefois que cette matière active « mérite d'être étudiée plus en détail ». D'où vient cette curieuse contradiction ? De la plume de Christopher Portier, qui est en effet l'auteur du rapport !

Il y évoque « une association avec le lymphome non hodgkinien [...] rapportée récemment dans une méta-analyse ». Précisément ce que le CIRC retiendra dans son avis, alors que toutes les agences du monde ont toujours rendu une conclusion à l'opposé. En outre, Portier affirme déjà dans ce rapport que les experts estiment détenir des « preuves expérimentales de génotoxi-



En bas à gauche, le toxicologue Christopher Portier témoignant lors d'un procès contre le Roundup, le 17 avril 2019.

citée et d'activité pro-oxydante à la fois in vitro et in vivo» du glyphosate. Ce sont ces deux remarques qui lui permettent de faire passer en priorité le glyphosate, avant l'examen d'autres produits. Dès la rédaction de ce rapport, Portier avait donc déjà formulé les charges que les experts du CIRC avaliseront ensuite dans leur avis rédigé à Lyon, lors de cette fameuse semaine du début du mois de mars 2015, où il est présent en tant que «*spécialiste invité*», alors que, de son propre aveu, il n'a «*aucune expérience au sujet de cette substance*». Certes, ce statut ne lui a pas officiellement permis de rédiger ni d'émettre des recommandations, mais rien ne l'a empêché de participer activement aux travaux des experts. Or, puisqu'il admet lui-même ne pas être un spécialiste de cette matière active, pourquoi donc a-t-il été invité? Cette question mérite d'autant plus un éclaircissement que les activités militantes de Christopher Portier étaient à ce moment-là déjà bien connues.

Un militant écologiste au service d'un cabinet d'avocats

À partir de 2013, en effet, il a travaillé à temps partiel pour l'Environmental Defense Fund (EDF), l'une des plus importantes associations écologistes des États-Unis, précisément sur un projet de bracelet détecteur de produits chimiques, incluant des pesticides. Il est également membre de l'association suisse Critical Scientists Switzerland (CSS), pour laquelle il a fait en décembre 2015 une présentation qui concernait justement le glyphosate.

Ouvrtement anti-OGM, CSS a soutenu l'initiative populaire «pour une Suisse libre des pesticides de synthèse». Par ailleurs, le 21 novembre 2016, Portier a apporté sa contribution à une consultation de l'ECHA (Agence européenne des produits chimiques) en tant que représentant de l'Health and Environmental Alliance (HEAL), une coalition d'environ 85 ONG écologistes européennes spécialisée dans la «santé environnementale», dont des associations virulemment antipesticides comme Générations Futures, Pesticide Action Network, Réseau Environnement Santé, France Nature Environnement, , Phyto-victimes, etc.

Interrogé au sujet de sa connexion avec HEAL, Portier a déclaré en septembre 2017: «*Je les conseillais à l'époque et encore maintenant. Et eux m'ont conseillé sur certains sujets.*» Portier a en effet co-écrit en mai 2017 un article critiquant la méthodologie de l'EFSA au sujet du glyphosate avec le toxicologue Peter Clausing, par ailleurs administrateur de Pesticide Action Network Germany et témoin lors du Tribunal International Monsanto.

Enfin, on le retrouve au sein du Collegium Ramazzini, une structure de recherche italienne de la même mouvance que le CRIIGEN fondé par l'avocate et militante anti-OGM Corinne Lepage. Le Collegium Ramazzini est

**Christopher Portier
a admis avoir touché
un montant
de 160 000 dollars...
du cabinet Lundy, Lundy,
Soileau & South,
l'un des cabinets engagés
dans des poursuites
judiciaires à l'encontre
de Monsanto**

présidé par le pédiatre américain Philip Landrigan, longtemps membre du conseil scientifique de The Organic Center, une structure de lobbying au service du biobusiness. Bref, avec un tel curriculum vitae, on le verrait difficilement avoir un avis favorable au glyphosate! Et ce n'est pas tout. Les avocats de Monsanto, dans le cadre de la procédure judiciaire, ont interrogé le biostatisticien sous serment et celui-ci a admis avoir touché un montant de 160 000 dollars... du cabinet Lundy, Lundy, Soileau & South, l'un des cabinets engagés dans des poursuites judiciaires à l'encontre de Monsanto.

Et cette somme doit encore être majorée de 30 000 euros, selon les informations qu'il a lui-même fournies à l'ONG bruxelloise Cor-

porate Europe Observatory (CEO). Or, comme nous le savons aujourd'hui, l'affaire du glyphosate constitue certainement l'une des procédures les plus juteuses qu'aient pu mener ces cabinets d'avocats spécialisés dans les litiges opposant de simples citoyens aux grosses entreprises.

Pour sa défense, Portier affirme avoir été rémunéré pour des travaux qu'il aurait effectués principalement en 2016 et 2017, soit postérieurement à la rédaction de l'avis du CIRC. D'après lui, son rôle aurait consisté durant cette période à conseiller les avocats sur des questions scientifiques relatives au glyphosate, dans le cadre des procédures engagées contre Monsanto. Soit, mais lorsqu'il participe aux débats du 3 au 10 mars 2015, il n'ignore pas qu'un avis défavorable à la firme de Saint-Louis constituera le cœur d'une juteuse aventure avec Hunter Lundy dans le rôle-titre. Face aux avocats de Monsanto, il a même admis avoir rencontré à plusieurs reprises l'un des avocats de ce cabinet... avant mars 2015! Bien plus, Portier connaissait parfaitement ce cabinet d'avocats pour avoir travaillé avec lui en tant que consultant lors d'une affaire similaire, quelques années auparavant. S'il reste très discret sur la nature du dossier qu'ils ont alors traité ensemble, il est vraisemblable qu'il s'agisse de la question des téléphones portables dont l'utilisation avait été classée comme cancérigène probable par le CIRC, évaluation à laquelle avait déjà participé Christopher Portier.

Signé une dizaine de jours à peine après la publication de l'avis du CIRC sur le glyphosate, son contrat avec Hunter Lundy inclut en outre une clause de confidentialité, interdisant au statisticien de faire état du contenu de ses travaux destinés au cabinet. Faisant manifestement le choix d'étendre le périmètre de cette clause, celui-ci va jusqu'à passer purement et simplement sous silence l'existence de ce contrat, alors même qu'il s'est lancé dans une vaste campagne accusant les agences européennes... d'opacité! Et sans jamais préciser ses liens avec Lundy, Portier devient l'un des acteurs les plus mobilisés dans la campagne contre le glyphosate, fournissant tous les éléments de langage utiles à des journalistes – dont

Stéphane Foucart du *Monde* – et aux ONG hostiles à cet herbicide.

Christopher Portier, un lobbyiste antiglyphosate

Portier est ainsi sur tous les fronts: dès novembre 2015, il prend l'initiative d'une «Lettre ouverte» au commissaire européen à la Santé, Vytenis Andriukaitis, signée par 96 scientifiques. Ensuite, il s'engage auprès des responsables du CIRC à défendre les conclusions de l'agence en participant par exemple à plusieurs conférences, dont celle organisée en juillet 2015 par la Soil Association, l'une des plus grandes organisations de défense de l'agriculture biologique. Il met en œuvre un intense lobbying, en se rendant successivement dans plusieurs capitales européennes: pendant deux ans, il rencontre le commissaire européen à la santé, fréquente le parlement allemand, le Bundestag, et tente d'influencer presque tous les ministres de la Santé de l'Union européenne. Dans un courriel du 21 octobre 2015 adressé à la directrice de l'Institut national des sciences de la santé environnementale des États-Unis, Linda Birnbaum, Portier détaille son rôle de lobbyiste antiglyphosate: *«Je m'amuse aussi à promouvoir les résultats du CIRC sur le glyphosate dans le processus décisionnel européen pour le réenregistrement. Je ne suis pas sûr que cela aura un impact autre que celui de mettre mal à l'aise l'EFSA, mais j'essaye.»*

Toute cette activité – bénévole, selon ses dires – est parfaitement cohérente avec la stratégie des avocats américains, qui consiste à lancer une vaste campagne de dénigrement à l'encontre des agences sanitaires européennes. Tout au long de l'affaire du glyphosate, Portier a incarné le meilleur allié de tous ceux qui veulent la peau de l'herbicide. D'abord, en jouant un rôle essentiel dans la classification du CIRC; ensuite, en défendant corps et âme cet avis, un peu comme si sa paternité lui revenait; enfin, en participant aux campagnes de dénigrement des agences sanitaires qui le contestaient, et en particulier de l'EFSA.

Tout cela est donc bien déroutant, et nous confronte à la question suivante: l'avis controversé du CIRC est-il vraiment le fait

d'experts ayant agi en toute indépendance? En d'autres termes, le CIRC aurait-il agi sous influence à l'insu de son plein gré? « *Impliquer Portier en tant que spécialiste technique dans le groupe de travail censé se prononcer sur le caractère cancérigène de la matière active du Roundup revient à laisser une souris dans une fromagerie* », ironise le consultant en communication et gestion des risques David Zaruk. Une souris qui, selon certains, serait plutôt une taupe... au service des avocats. Cette thèse semble d'autant plus crédible qu'il existe d'autres dossiers où l'on constate des liens troubles entre les experts scientifiques, le CIRC et les cabinets d'avocats.

Il faut sauver le soldat Portier

Sans surprise, les militants de la mouvance antiglyphosate sont venus à la rescousse du soldat Portier, dès lors que la rémunération de Portier a été mise sur la place publique. Le journaliste décroissant Stéphane Foucart, qui officie au *Monde*, fut l'un des tout premiers à prendre sa défense. Et pour cause: Portier est de toute évidence « l'homme qui murmurait à l'oreille de Foucart », comme en témoignent les nombreuses citations de l'Américain que l'on trouve dans les articles du journaliste français. Après les révélations qui ont été faites sur Portier, le journaliste a vainement tenté de le défendre en publiant un article qui accuse Monsanto d'être « *à la manœuvre pour décrédibiliser un scientifique au cœur de la controverse sur le glyphosate* ». On comprend aisément le malaise du journaliste qui, depuis mars 2015, l'avait cité dans une bonne dizaine d'articles en tant que « *toxicologue et biostatisticien de renommée mondiale* » sans jamais faire mention de ses liens avec les cabinets d'avocats... Dans un courriel daté du 13 novembre 2015, Foucart tient d'ailleurs à remercier vivement Portier, « *pour votre temps et pour votre aide* ».

Et le 15 décembre 2015, soit peu après l'envoi de la « Lettre ouverte » au commissaire européen à la Santé par Portier, Foucart invite le scientifique (et pour l'occasion lobbyiste) américain à lui faire parvenir des nouvelles de sa démarche, non sans regretter que « *le timing était mauvais en France, pratiquement tous les journalistes environnementaux travaillant sur la COP21* ».

Ces quelques exemples témoignent que le journaliste Stéphane Foucart a entretenu des échanges réguliers avec Christopher Portier.

From: FOU CART, Stéphane <[redacted]>
Date: November 13, 2015 at 12:59:31 PM GMT+1
To: Chris Portier <[redacted]>

Dear Chris Portier,

thank you so much for your time & help. Please find attached the resulting article, due to be published this afternoon in the print edition (already on line).

again : thanks a lot for you explanations.
best
Stéphane

From: FOU CART, Stéphane <[redacted]>
Subject: glyphosate letter
Date: December 7, 2015 at 2:22:16 PM GMT+1
To: Chris Portier <[redacted]>

Dear Chris Portier,

I hope this message finds you well. I mentioned the letter to european authorities on glyphosate at the last paragraph of my weekly column (here http://abonnes.lemonde.fr/dees/article/2015/12/07/petits-arrangements-avec-la-verite_4826110_3232.html for subscribers, and in the print edition, PDF attached).

Please do not hesitate to send updates if necessary (these last days, the timing was bad in France, virtually all environmental journalists are working on the COP21).

best regards,
Stéphane

Ci-dessous, on voit Kathryn Guyton, la chercheuse qui a coordonné l'étude du CIRC sur le glyphosate, demander à Christopher Portier: « Salut Chris, Peut-on trouver quelques minutes pour discuter avec Stéphane F ? ».

From: Kathryn Guyton <[redacted]>
Subject: Le Monde
Date: March 16, 2016 at 5:50:24 PM GMT+1
To: [redacted]

Hi Chris,
Can we find a few minutes to chat w Stephane F? Perhaps early afternoon today or tomorrow morning? Let me know when works,
Kate

Plus surprenant encore est le courriel envoyé le 16 mars 2016 par Kathryn Guyton, la chercheuse qui a coordonné l'étude du CIRC sur le glyphosate, à Portier: « *Salut Chris, Peut-on trouver quelques minutes pour discuter avec Stéphane F ?* » Et cela, une dizaine de jours avant la publication d'un article de Stéphane Foucart intitulé « Roundup: le pesticide divise l'Union européenne et l'OMS ». Foucart aurait-il lui aussi été manipulé à l'insu de son plein gré?

En tout cas, ses articles traversent toujours très rapidement l'Atlantique, grâce notamment à ses amis au sein de certaines ONG. Mieux encore, son article sur les « Monsanto Papers » a été intégralement traduit en anglais par GM Watch, une association anti-OGM.

Il a ensuite été mis en ligne sur le site d'Environmental Health News, animé par une association américaine écologiste spécialisée dans la « santé environnementale ». Et on le retrouve au bout du compte sur le site du cabinet d'avocats Baum, Hedlund, Aristei & Goldman. La boucle est bouclée!

Idem pour Corporate Europe Observatory (CEO), une association spécialisée dans la dénonciation des conflits d'intérêts, et engagée dans la bataille contre les pesticides et les OGM. Celle-ci a clairement contribué à l'opération « il faut sauver le soldat Portier » en mettant en ligne un long billet à la défense du scientifique américain... « *parce qu'il nous a beaucoup aidés dans notre travail* »! L'organisation bruxelloise explique que le « *Dr Portier n'est pas en situation de conflit d'intérêts: il a simplement acquis, avec ce contrat, un intérêt financier en relation avec le glyphosate* ». Elle trouve des circonstances atténuantes à Portier, précisant que « *le fait d'être rémunéré pour un travail de conseil sur une question donnée signifie définitivement avoir un intérêt financier: cela entraîne des conséquences mesurables sur la position d'un scientifique par rapport à cette question et devrait toujours être divulgué dans un contexte réglementaire ou scientifique. Mais tant que le Dr Portier ne fait pas partie d'un organisme de réglementation ou ne le conseille pas officiellement en même temps, il ne se trouve pas dans une situation d'intérêts contradictoires* ». On croit rêver! À moins que CEO ne soit persuadée que, si Portier était présent aux délibérations du CIRC, c'était pour servir le café...

Conflit d'intérêts et suspicions

Pour sa défense, Portier assure qu'il ne pense pas avoir été en situation de conflit d'intérêts au moment de la décision du CIRC. « *Je travaille en tant que consultant, et les consultants sont payés pour faire leur travail. Au moment de la réunion de la monographie du CIRC, je n'avais, selon moi, aucun conflit d'intérêts. Ma seule source de revenus était ma retraite et le travail que j'effectuais était un travail*

d'un jour par semaine pour l'Environmental Defense Fund sur la pollution atmosphérique et le changement climatique. Je n'ai donc pas l'impression d'avoir eu à ce stade un conflit d'intérêts d'ordre financier », a-t-il indiqué en juin 2018, en réponse à la question de l'eurodéputée Angélique Delahaye, lors d'une audition au Parlement européen.

L'argument selon lequel il n'y aurait pas eu de conflit d'intérêts du fait que son contrat de consultant avec des cabinets d'avocats et ses rémunérations afférentes sont postérieures à sa participation aux décisions du CIRC laisse toutefois dubitatif. Et surtout, cela concourt à jeter la suspicion sur la solidité de l'avis du CIRC, bien plus sujet à controverses que celui des autres agences sanitaires, qui font, elles, l'objet d'une vaste campagne de dénigrement orchestrée par les avocats des plaignants et leurs porte-parole dans les médias. Refusant cette transparence qui est exigée des agences, le CIRC campe sur ses positions et se mure dans le silence. Dans un communiqué d'octobre 2017, il écrit: « *Le CIRC ne répondra pas à des affirmations sans fondements et diffamatoires [le] concernant ou [relatives à] son Groupe de travail, qu'elles soient émises par Monsanto ou d'autres parties concernées, [...] y compris des contacts dans les médias.* » Or, le doute sur son avis très controversé – et plus précisément sur le rôle exact de Portier – aurait pu être facilement levé par la publication des minutes des délibérations de cette fameuse semaine du 3 au 10 mars 2015.

S'il n'a rien à se reprocher, pourquoi le CIRC s'obstine-t-il à garder secrètes ces minutes, alors que toutes les délibérations de l'EFSA sont désormais publiques? Mystère... Pourquoi, face à ce silence, les ONG n'exigent-elles pas un peu plus de transparence? Mystère encore. La mission parlementaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques elle-même, pourtant censée faire la lumière sur le travail des agences, a choisi d'écarter ce sujet qui est le nœud de la controverse. Pourquoi une telle pusillanimité? Mystère toujours...

L'Institut Ramazzini, main dans la main avec le lobby du bio

Les résultats d'une étude de l'Institut Ramazzini suggèrent que le glyphosate provoquerait des leucémies chez le rat. Mais cet institut est loin d'être indépendant et impartial.

« Selon une nouvelle étude, le glyphosate provoque des leucémies chez le rat », titraient de façon anxiogène plusieurs médias français à la fin octobre 2023. Pile au moment où le sort de cet herbicide était en train d'être décidé par les États membres de l'Union européenne. À l'origine de ce « scoop », un document publié par l'Institut Ramazzini annonçant avoir mené à bien une étude baptisée « Global Glyphosate Study » (GGS), qui serait « *la plus complète jamais réalisée sur le glyphosate et les herbicides à base de glyphosate* ».

Le coordinateur de cette étude, Daniele Mandrioli, par ailleurs directeur de l'Institut, estimait que ces résultats étaient « *d'une telle importance pour la santé publique* » qu'il était indispensable d'en présenter « *dès maintenant* » une synthèse. Avec, à la clé, l'avantage indéniable de ne pouvoir être

contestés, puisque l'étude en question ne sera rendue publique que dans le courant de l'année 2024.

Il n'en fallait pas plus pour soulever les rangs de la nébuleuse antiglyphosate, avec Générations Futures, Foodwatch et WeMove en tête, qui, à l'unisson, ont réclamé, une fois encore, la fin du glyphosate. Quelques jours plus tard, 106 ONG européennes ont écrit à Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, pour la supplier « *d'intervenir afin que la Commission retire sa proposition de renouveler l'approbation du glyphosate* ». Et cela « *à la lumière de nouvelles preuves irréfutables montrant que cette substance provoque des leucémies chez les jeunes rats* ».

Ce petit stratagème de dernière minute n'a bien entendu eu aucune conséquence sur le sort de l'herbicide maudit. Ce qui semble as-

The image shows a Facebook post for the 'Global Glyphosate Study'. At the top, there's a header with the study's name and logo, and the website 'www.glyphosatestudy.org'. Below that, a central banner reads 'WE NEED GLOBAL SUPPORT TO RAISE FUNDS FOR THIS GROUNDBREAKING STUDY'. The background of the post is a laboratory scene with a pipette and several test tubes in a rack. At the bottom left, the logo of 'Istituto Ramazzini COOPERATIVA SOCIALE ONLUS' is visible, along with the text 'The Ramazzini Institute: Global Glyphosate Study' and '438 J'aime • 447 followers'. On the right side, there are three interactive buttons: 'En savoir plus', 'Message', and 'J'aime'.

Page Facebook dédiée à la « Global Glyphosate Study », menée par l'Institut Ramazzoni.

sez logique au regard du pedigree de ce «*cé-lèbre organisme de recherche indépendant et respecté sur le cancer*», pour reprendre les propos du journaliste décroissant bien connu Stéphane Foucart.

Un institut au caractère militant

Doté d'un budget dépassant les 3 millions d'euros, l'Institut Ramazzini a été fondé en 1982 à Bologne, en Italie, en même temps que le Collegium Ramazzini, structures toutes deux spécialisées en santé environnementale. La première se présente comme «*une coopérative indépendante à but non lucratif de plus de 27 000 associés, qui se consacre à la pro-*

L'Institut Ramazzini
s'associe à la coalition
italienne «*Stop Glifosato*»,
dont l'objectif est
d'interdire la production,
la commercialisation
et l'utilisation des produits
à base de glyphosate,
une initiative lancée
par le lobby du bio italien

motion de la recherche scientifique pour la prévention du cancer», tandis que la seconde s'affiche comme une académie internationale regroupant 180 scientifiques.

Son traitement du cas du glyphosate témoigne à lui seul de la ligne partisane de cet organisme à deux têtes, qui n'hésite pas à afficher publiquement son caractère militant contre les pesticides en général et le glyphosate en particulier. Ainsi, l'institut a commencé à s'intéresser à cet herbicide de façon active peu de temps après que le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) l'eut classé, en mars 2015, comme «*cancérogène probable*». Mais alors que de multiples critiques, émises notamment par les autorités sanitaires, commençaient

à s'élever à l'encontre de la monographie du CIRC consacrée au glyphosate, l'Institut Ramazzini a pris le parti de venir à sa rescousse. Ce qui n'est guère surprenant lorsqu'on sait que Kurt Straif, à l'époque responsable des monographies au CIRC, est membre du Collegium Ramazzini... depuis 2007! Comme l'étaient aussi plusieurs autres membres impliqués dans cette classification du glyphosate par le CIRC. C'est le cas, ainsi, du biostatisticien Christopher Portier ayant rejoint le Collegium Ramazzini en 2016, qui se distingue clairement depuis 2015 comme l'un des principaux lobbyistes antiglyphosate.

Dès juillet 2015, l'Institut Ramazzini lance une étude pilote «*sur les dangers du glyphosate pour la santé, qui sera suivie d'un projet de recherche expérimentale intégrée*», dans le même temps qu'il s'associe à la coalition italienne «*Stop Glifosato*», dont l'objectif est d'interdire la production, la commercialisation et l'utilisation de tous les produits à base de glyphosate, et cela au nom du principe de précaution. Une initiative lancée par le lobby du bio italien, en l'occurrence l'Association italienne pour l'agriculture biologique et la Fondation italienne pour la recherche en agriculture biologique et biodynamique.

Cinq ans plus tard, l'Institut Ramazzini rejoint la liste des signataires de l'Initiative citoyenne européenne «*Sauvons les abeilles et les agriculteurs!*», pour exiger l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en Europe d'ici 2035, confirmant ainsi sa ligne militante, qui le voue à participer à la lutte contre tous les pesticides.

À cela s'ajoute l'incontestable proximité qui existe entre ce centre de recherche et l'écologie politique. En témoigne notamment la première présentation devant la presse, en mai 2018, des résultats de son étude pilote sur le glyphosate, que l'Institut avait choisi de faire en collaboration avec le groupe parlementaire des Verts européens. Ce dont Philippe Lamberts, président du groupe Verts-ALE, s'était alors réjoui, en se clamant «*honoré d'avoir été choisi*» par l'Institut Ramazzini «*pour la présentation d'une étude pilote aussi importante*». Un choix finalement pas si étonnant puisque la professeure Fiorella Belpoggi, pilier de l'Institut Ramazzini et cheville ouvrière de l'étude sur le glyphosate, a rejoint

peu après Europa Verde – les Verts italiens – pour devenir candidate aux élections européennes de 2019.

Aux côtés du lobby du bio américain

Et ce n'est pas tout. Bien que deux des «chefs d'orchestre» de l'étude – Fiorella Belpoggi et le pédiatre américain Philip Landrigan, membre du conseil scientifique de l'Institut Ramazzini et du Collegium Ramazzini – s'en défendent, on peut s'interroger sur l'implication du lobby du bio dans ces travaux contre le glyphosate. Notamment au travers d'un organisme du lobby du bio américain, qui lui a apporté un important soutien financier.

En effet, il est de notoriété publique que Philip Landrigan entretient des liens étroits avec ce lobby, comme en témoigne la distinction «*pour sa persévérance et son engagement à faire croître le mouvement bio*» que le chercheur a obtenue de la part du Rodale Institute, structure basée aux États-Unis qui se présente comme le «*leader mondial de l'agriculture biologique régénérative*». Et pour cause, puisqu'il a lui-même siégé pendant une dizaine d'années – à savoir depuis sa création en 2002 jusqu'en 2012 – au sein du comité consultatif de l'Organic Center, une structure créée à l'initiative du principal organisme de lobbying bio outre-Atlantique, l'Organic Trade Association, qui représente aujourd'hui plus de 10 000 entreprises bio.

C'est d'ailleurs à cette occasion qu'il a fait la connaissance de Charles Benbrook, directeur scientifique de l'Organic Center de 2004 à 2012, avec lequel il a, par la suite, mené diverses opérations de lobbying, notamment sur les OGM. Cela a été révélé grâce aux échanges de mails que le *New York Times* s'est procurés dans le cadre du FOIA (loi relative à la liberté d'information).

Ces mails démontrent en effet que Stonyfield Farm, leader américain des yaourts bio, a bel et bien payé Benbrook à deux reprises au moins pour qu'il aille à Washington faire du lobbying contre une interdiction fédérale émise sur l'étiquetage OGM. Dans l'un des mails, envoyé en mai 2015, le fondateur et président de Stonyfield Farm, Gary Hirshberg, remercie Charles Benbrook et Philip Landrigan pour leur participation à la campagne pour imposer l'étiquetage OGM. Il y est également question d'une réunion de travail autour de cette problématique, qui a eu lieu en juillet 2015 avec Walmart, le leader mondial de la grande distribution. Cette réunion s'est tenue un mois précisément avant que Benbrook et Landrigan cosignent dans le *New England Journal of Medicine* un article intitulé «*GMOs, Herbicides, and Public Health*», dans lequel est dénoncé l'impact des OGM et des pesticides sur la santé publique. Quoique les deux auteurs aient assuré n'avoir aucun conflit d'intérêts, ce genre d'article ressemble



pourtant furieusement à ce qu'on appelle du « *ghostwriting* ». Enfin, on retrouve Philip Landrigan tout comme Fiorella Belpoggi – ainsi que Melissa Perry, une autre chercheuse du groupe Ramazzini impliquée dans la GGS – dans une structure dont Charles Benbrook a la charge, dénommée Heartland Health Research Alliance (HHRA).

Fondée en 2020 par Benbrook, cette association a comme objectif officiel de « *soutenir la recherche visant à déterminer si les herbicides largement répandus affectent la santé reproductive et la santé des enfants* ». Plusieurs membres de l'Organic Center font partie des responsables de la HHRA, tout comme une avocate qui travaille chez Weitz & Luxenberg, l'un des principaux cabinets d'avocats... engagés dans les procès sur le Roundup!

Financée en partie grâce au lobby du bio, notamment au travers d'Organic Valley, une entreprise américaine d'aliments bio qui pèse plus de 1 milliard de dollars, la HHRA a ainsi pu lancer son étude « Heartland » qui vise à mesurer pendant plusieurs années les niveaux d'herbicides dans le corps des

mères et de leurs enfants. Le fait même que, aux propres dires de Benbrook, l'Institut Ramazzini serait « *un partenaire majeur de la HHRA en toxicologie* », démontre les liens organiques unissant ces deux structures, concrétisés notamment par un partenariat financier précisément pour la réalisation de la fameuse étude sur le glyphosate qui ne sera publiée qu'en 2024, mais dont les médias français ont déjà dévoilé les premiers soi-disant résultats. En effet, alors que l'Institut Ramazzini comptait analyser uniquement le glyphosate et la formulation Roundup BioFlow telle qu'on la trouve en Europe, Landrigan a proposé d'inclure un herbicide à base de glyphosate (HBG) utilisé aux États-Unis: « *[Melissa] Perry et moi-même avons suggéré à nos collègues de l'Institut Ramazzini d'ajouter le Ranger Pro à la GGS.* »

En contrepartie, la HHRA a promis un financement à hauteur de 950 000 dollars, payé sur cinq ans. Offre qui a été acceptée, bien que Belpoggi et Landrigan aient toujours clamé que, au nom de « *l'indépendance* », la GGS ne serait pas financée par « *l'industrie de l'alimentation biologique* ».